

12th EADI General Conference  
**Global Governance for  
Sustainable Development**

The Need for Policy Coherence  
and New Partnerships



**Beyrouth : mondialisation et conflit urbain**

**Beirut: globalization and urban conflict**

Author:	Balanche Fabrice
Institution:	Groupe d'Etude et de Recherche sur la Méditerranée et le Moyen Orient – Université Lyon 2
Address:	13 Clos Savaron, 69004 Lyon, France
E-mail:	Balanche.f@wanadoo.fr
Telephone:	0033 6 84 91 87 27

## Résumé

Depuis le retrait des troupes syriennes du Liban en mai 2005, le pays est en proie à une agitation politique constante. Pour la plupart des médias occidentaux il s'agit d'un conflit entre pro syriens (opposition) et anti syriens (majorité), et de plus en plus entre musulmans chiites et sunnites pour les adeptes du choc des civilisations. En revanche le conflit entre citadins et néo citadins n'est pas du tout évoqué alors qu'il est une dimension toujours actuelle des conflits au Proche Orient. Quant aux effets pervers de la mondialisation sur l'espace urbain beyrouthin, où se cristallise les oppositions politiques, ils sont également complètement négligés au profit d'une confrontation géopolitique entre les USA, l'Iran, la Syrie et Israël. Certes le Liban est l'otage de la géopolitique régionale, mais si les puissances étrangères peuvent manipuler les factions libanaises, c'est parce les conditions socio-économiques placent la majeure partie de la population dans la dépendance matérielle.

Après la guerre civile, la reconstruction de l'Etat libanais s'est heurtée à un processus mondial d'affaiblissement des institutions étatique. Par ailleurs, fort du soutien militaire syrien qui assurait la paix sociale dans le pays, le premier ministre Rafic Hariri a engagé le pays dans la voie de l'ouverture économique dont le but affiché était de redonner à Beyrouth la place qu'elle possédait avant la guerre civile : une place financière internationale et la destination privilégiée des touristes arabes du Golfe. La reconstruction du centre ville de Beyrouth par la société « Solidère » et plus généralement les projets immobiliers lancés dans le Grand Beyrouth (résidentiel, commercial, ludique ...) furent vendus comme des opportunités d'investissements pour les capitaux arabes du Golfe et de la diaspora libanaise. Sur le tissu urbain préexistant et meurtri par la guerre les aménageurs tentèrent de plaquer une ville nouvelle composée d'archipels de prospérités résidentiels, commerciaux et ludiques reliés par un réseau d'autoroutes urbaines qui ignorent le territoire urbain sous-jacent.

Cet urbanisme du Golfe plaqué sur une ville méditerranéenne qui peine à se remettre des destructions de la guerre est à l'image de la gouvernance politique : un exécutif soutenu par les capitaux étrangers qui s'impose à une population appauvrie par la guerre mais aussi par l'effet du « Dutch disease » (augmentation des prix du fait des apports extérieurs). La politique libérale suivie par le gouvernement Hariri augmente les clivages au sein de la société libanaise. Cette situation est des plus aigües à Beyrouth où la richesse de la diaspora côtoie la pauvreté des réfugiés palestiniens mais aussi du petit peuple libanais. Les services urbains sont abandonnés par l'Etat qui laisse les municipalités régler les problèmes d'alimentation en eau, d'égouts, d'électricité... mais sans leur en donner les moyens financiers. Dans la banlieue sud l'absence d'intervention de l'Etat laisse le champ libre au Hezbollah qui prend à sa charge l'organisation et la gestion des services urbains. Par ailleurs les municipalités de l'agglomération de Beyrouth ne sont pas représentatives de la population résidente puisque les listes électorales datent du Mandat Français si bien que la majorité des résidents votent dans le village d'origine de leurs grands parents et non à Beyrouth.

**Mots clés** : Liban, gouvernance, mondialisation, géopolitique, urbain

## Abstract

Since the withdrawal of Syrian troops from Lebanon in May 2005, the country has been subject to constant political problem. Most of the western media consider there is a conflict between pro-Syrian (opposition) and anti Syrian (majority), and increasingly between Shiite and Sunni Muslims for the followers of the "clash of civilizations". But the conflict between urban citizen and neo urban citizen is not mentioned, but it is a conflict which is still present in the Middle East. Moreover bad effects of globalization on the city of Beirut, where we found the most important political conflict, they are also completely neglected in favor of a geopolitical confrontation between the USA, Iran, Syria and Israel. Lebanon is hostage to the regional geopolitics, but if foreign States can use Lebanese factions, it is because the socio-economic conditions put majority of the population in physical dependence.

After the civil war, the reconstruction of the Lebanese state has faced a global process of weakening of state institutions. Thank to the strong Syrian military support which ensured social peace in the country, Prime Minister Rafik Hariri urged the country on the path to economic openness whose stated aim was to restore Beirut to the place it had before civil war: an international financial centre and the favorite destination for Arab Gulf tourists. The reconstruction of downtown Beirut by the company "Solidere" and more generally the real estate projects launched in the Greater Beirut (residential, commercial, recreational...) were sold as investment opportunities for Arab Gulf citizen and Lebanese from the Diaspora. On the existing urban fabric planners tried to map a new town composed of

wealthy archipelagos of residential, commercial and recreational connected by a network of urban motorway ignoring the urban area underlying.

This Gulf urbanism drawing on a Mediterranean city which is struggling to recover from the destruction of war is a projection of the Rafik Hariri political governance: an executive supported by foreign capital needed for a population impoverished by the war but also by the effect of the "Dutch disease" (price increase as a result of external inputs). The liberal policy followed by the Hariri government increases the rift within the Lebanese society. This situation is stronger in Beirut where the richness of the Diaspora is close to poverty of the Palestinian refugees, but also to simple Lebanese people. Urban services are abandoned by the state leaving municipalities solve the problems of water supply, sewerage, electricity... but without giving them the financial means. In the southern suburbs in the absence of government intervention leaves the field open to Hezbollah, which takes over the organization and management of urban services. In addition Municipal Greater Beirut is not representative of the resident population because electoral list have not changed since the French mandate, so the majority of residents vote in the grandparents villages and not in Beirut.

**Keys word:** Lebanon, governance, globalization, geopolitics, urban.

### **Beyrouth : mondialisation et conflit urbain**

Depuis le retrait des troupes syriennes du Liban, Beyrouth est en proie à une agitation politique constante. D'après la plupart des médias occidentaux il s'agit d'un conflit entre pro syriens (opposition) et anti syriens (majorité), musulmans chiites contre sunnites pour les tenants du choc des civilisations. En revanche le conflit entre citadins et néo citadins n'est pas du tout évoqué alors qu'il est une dimension toujours actuelle des conflits au Proche Orient (BALANCHE F., 2001). Quant à la gouvernance urbaine et les effets de la mondialisation sur l'espace urbain beyrouthin où se cristallisent les oppositions, c'est également un des aspects négligés de ce conflit que l'on place exclusivement sur le plan géopolitique. Certes le Liban est pris dans le jeu régional mais, si les puissances étrangères peuvent si bien manipuler les factions libanaises, c'est parce qu'elles y trouvent un terrain favorable lié aux conditions socio-économiques qui placent la majeure partie de la population dans la dépendance matérielle. De 1990, date de la fin de la guerre civile, à 2005, date du retrait syrien du Liban, les tensions étaient sous-jacentes mais la présence de l'armée syrienne assurait une certaine paix sociale. Depuis son départ les conflits s'expriment au grand jour.

Après la guerre civile, la reconstruction de l'Etat libanais s'est heurtée à un processus mondial d'affaiblissement des institutions étatiques. Par ailleurs fort du soutien militaire syrien qui assurait la paix sociale dans le pays, le premier ministre Rafic Hariri a engagé le pays dans la voie de l'ouverture économique, dont le but affiché était de redonner à Beyrouth la place qu'elle avait avant la guerre civile : place financière internationale et destination privilégiée des touristes arabes du Golfe. La reconstruction du centre ville de Beyrouth par la société « Solidère » et plus généralement les projets immobiliers lancés dans le Grand Beyrouth (résidentiel, commercial, ludique ...) furent vendus comme des opportunités d'investissements pour les capitaux arabes du Golfe et de la diaspora libanaise. Cet urbanisme du Golfe plaqué sur une ville méditerranéenne qui peine à se remettre des destructions de la guerre est à l'image de la gouvernance politique : un exécutif soutenu par les capitaux étrangers qui s'impose à une population appauvrie par la guerre mais aussi par l'effet du « Dutch disease » (augmentation des prix du fait des apports extérieurs). La différence est criante entre ceux qui ont accès aux revenus de la mondialisation et ceux qui n'ont d'autres ressources que le local.

La politique libérale suivie par le gouvernement Hariri augmente les clivages au sein de la société libanaise. Cette situation est des plus aigues à Beyrouth où la richesse de la diaspora et des affairistes liés au clan Hariri côtoie la pauvreté des réfugiés palestiniens mais aussi du petit peuple libanais. La politique de reconstruction du Liban aboutit à la situation politique extrêmement tendue que nous connaissons aujourd'hui en raison de l'augmentation considérable des écarts sociaux au Liban et en particuliers à Beyrouth. Mais s'agit-il vraiment d'une particularité libanaise ? La gestion libérale de l'espace urbain, la confiscation des institutions locales par les promoteurs et la spéculation immobilière ne sont-elles pas caractéristiques du modèle de gouvernance diffusé avec la mondialisation ?

### **1 – La reconstruction du Liban : l'intégration de Beyrouth dans la mondialisation.**

Après quinze années de guerre civile (1975-1990), le Liban s'est engagé dans une politique de reconstruction du pays sous la direction principale de Rafic Hariri, homme d'affaire libano-saoudien qui fut élu premier ministre en 1992 avec l'assentiment de la Syrie, la puissance tutélaire. Le mélange

entre affairisme et politique fut une constante des institutions libanaises même au plus fort de la guerre civile. Le Liban ne connut un exécutif véritablement indépendant du monde des affaires que lors du mandat du Président Fouad Chehab entre 1958 et 1964 (CORM G., 2003), mais cette tentative de construire un Etat fort et moderne se heurta à la coalition des notabilités de toutes les grandes communautés confessionnelles libanaises et à l'intervention des grandes puissances. Rafic Hariri était le parfait représentant de cette classe politique libanaise, « les fromagistes » selon l'expression de Fouad Chehab, qui cherchait à profiter du pouvoir politique pour s'enrichir et non pour mener une réelle politique d'intérêt public. La politique de reconstruction du Liban devait théoriquement redonner à Beyrouth la place qu'elle occupait avant la guerre civile au Moyen Orient, c'est-à-dire l'interface entre l'Occident et l'Orient, une plaque tournante pour le trafic aérien et portuaire, un paradis fiscal qui attire les capitaux du Golfe et enfin une destination touristique privilégiée pour les touristes des pétromonarchies.

Cette politique s'inscrit dans une logique économique libérale : faire de Beyrouth une métropole capable d'intégrer le Liban dans la nouvelle économie mondiale. Elle est un peu optimiste quant à la résolution rapide du conflit israélo-arabe, à la réconciliation entre les factions libanaises, mais surtout elle néglige totalement les changements économiques qui ont eut lieu au Moyen Orient pendant que le Liban était déchiré par la guerre civile. Depuis 1975, les pays du Golfe arabo-persique ont développé leurs propres infrastructures de transports et financières. La ville de Dubaï s'affirme comme le principal centre économique du Moyen Orient. Beyrouth ne parviendrait pas à la concurrencer (BALANCHE F., 2005). Néanmoins Rafic Hariri fonda sa politique de reconstruction du Liban sur ce mythe du retour à la « Suisse du Moyen Orient ».

Le tourisme, la finance et plus généralement les services furent favorisés au détriment des activités productrices : agriculture et industrie. Rafic Hariri signa l'accord d'association avec l'Union Européenne<sup>1</sup> (MEDA), un traité de libre échange avec la Syrie et adhéra au marché commun arabe (GAFTA)<sup>2</sup>. Confronté à une concurrence brutale et sans aucun soutien de l'Etat, le secteur industriel libanais, pourtant important au Liban (BOURGEY A., 1982), périclita rapidement. Certaines voix chrétiennes affirmèrent qu'il s'agissait pour le musulman sunnite Hariri d'affaiblir les chrétiens, la majeure partie des industriels appartenant aux communautés chrétiennes, tandis que les sunnites contrôlaient plutôt le commerce et l'import export. Au Liban toute décision politique est interprétée en terme communautaire. Certes, on ne peut exclure une arrière pensée communautaire dans les décisions économiques. Mais le communautaire et le politique sont liés, en l'occurrence les partis chrétiens constituaient le socle de l'opposition anti-Hariri dans les années 1990. Mais plus généralement nous nous trouvons dans l'opposition traditionnelle entre artisans et marchands au Moyen Orient, qui repose elle-même sur deux conceptions de la construction étatique.

L'ouverture économique détruisit beaucoup d'emplois, en particulier des emplois qualifiés, qui ne furent guère compensés en quantité comme en qualité par la reprise du secteur touristique et le développement de la finance. La reprise de l'émigration des jeunes libanais, en particulier les diplômés, fut la conséquence directe de cette politique. Entre 1996 et 2001, l'émigration, en valeur absolue comme en valeur relative, fut même supérieure à celle des années de la guerre civile (KASPARIAN C., 2003). Ce fut une cruelle désillusion pour tous ceux qui espéraient enfin pouvoir revenir au Liban après leur exil forcé. Les classes moyennes qui avaient pourtant résisté durant le conflit commencèrent à s'appauvrir fortement, et le clientélisme politique, le plus souvent à base confessionnelle, reprit ses droits, minant le fragile et théorique retour à la démocratie.

Indifférent ou complice de la dégradation du niveau de vie de la majorité de la population, Rafic Hariri ne se préoccupait que de la ville de Beyrouth. Les ruines du centre ville détruit furent rasées et le terrain offert à la société privée Solidère, chargée de la construction d'un nouveau centre ville. Ce centre ville devait être le symbole du nouveau Liban : le gouvernement Hariri concentra les investissements sur Beyrouth et les infrastructures de communication de la capitale, au détriment du reste du pays. L'absence d'un pouvoir municipal fort au Liban permit au Premier Ministre et homme d'affaire Rafic Hariri de tirer d'énormes profits de la reconstruction du centre ville.

## **2 – Beyrouth : un pouvoir municipal faible et non représentatif**

---

<sup>1</sup> Les accords MEDA : mécanisme de coopération financière par lequel l'UE finance des programmes bilatéraux en faveur de la transition vers une économie de marché moderne chez ses partenaires méditerranéens.

<sup>2</sup> Great Arab Free Trade Area : zone arabe de libre échange dans laquelle sont entrés, en janvier 2005, 17 pays arabes (membres de la ligue arabe).

Les municipalités au Liban sont élues démocratiquement sans obligation de respecter des quotas communautaires (FAVIER A, 2001) comme pour les législatives (un nombre fixe de députés par confession) ou pour les institutions centrales (président maronite, premier ministre sunnite, chef du parlement chiite). Néanmoins les listes aux élections municipales s'efforcent de respecter la répartition communautaire de la population. Les politiciens justifient ce principe par référence au pacte national de 1943 qui définit le Liban comme une démocratie consensuelle<sup>3</sup> où aucune grande communauté (sunnite, chiite, maronite, druze, grecque orthodoxe, grecque catholique et arménienne) ne doit être écartée du pouvoir. Plus pratiquement, il s'agit de capter le plus grand nombre de voix en intégrant des représentants de chaque communauté. Les élus municipaux sont, avant d'être membre d'une équipe municipale, les représentants des intérêts de leur communauté.

Cependant la représentativité de la population au sein de la municipalité ne concerne que la population électorale, le plus souvent très différente de la population résidente. Les Libanais ne votent pas où ils résident mais dans le village d'origine où leurs ancêtres habitaient en 1932, date du premier et dernier recensement de population du Liban moderne. Les transferts d'état civil sont possibles en théorie mais en réalité très limités. Officiellement, les listes électorales n'ont pas été modifiées après la guerre civile pour éviter d'entériner les déplacements de population liés à la guerre (expulsion des chrétiens du Chouf<sup>4</sup> et de Beyrouth Ouest, des musulmans de Beyrouth Est ...). Officieusement, les notables ont intérêt à figer la population électorale dans l'état de 1932 pour contrôler les voix à travers les intermédiaires traditionnels qui négocient l'achat de voix pour les députés et les municipalités. Il n'est pas rare le jour des scrutins de voir des cars affrétés par des notables et des partis politiques, remplis d'électeurs inscrits dans une municipalité mais n'ayant plus aucun lien physique avec elle depuis un demi siècle, venir voter comme un seul homme pour la liste du plus offrant. Ces pratiques modifient souvent le résultat des scrutins et contribuent à la désillusion des Libanais quant à leurs institutions politiques.

Les maires et les membres des conseils municipaux sont souvent, comme les électeurs, des faux résidents. Ils se présentent aux élections pour défendre les intérêts de leur famille ou succéder naturellement à un proche à la tête de la municipalité car le népotisme est de rigueur dans la tradition politique libanaise. Par ailleurs la gestion municipale peut être très lucrative à travers le contrôle du foncier puisque les maires délivrent les permis de construire. A Beyrouth, Rafic Hariri a donc déployé d'énormes efforts financiers pour contrôler la municipalité. Mais à la différence du reste du pays, Beyrouth n'élit pas de maire car c'est le *muhafez* (gouverneur) qui est le chef de l'exécutif municipal. Le gouverneur est nommé en conseil des ministres après une négociation entre le Président de la République et le Premier Ministre. Il est traditionnellement grec orthodoxe car avec les Sunnites, les Grecs orthodoxes sont une des deux communautés d'origine de la ville de Beyrouth. Les maronites, les chiites, les arméniens, les druzes sont des populations venues plus récemment s'installer en ville, elles sont toujours en majorité sur les marges de l'espace urbain même si la ville a fini par intégrer ces marges dans son tissu.

Les conflits politiques entre le Président Emile Lahoud (1998-2007)<sup>5</sup> et le Premier Ministre Rafic Hariri furent ressentis à la municipalité de Beyrouth. Entre 2000 et 2005, le *muhafez* était un homme proche d'Emile Lahoud alors que le conseil municipal était fidèle à Rafic Hariri. Durant ces années le *muhafez* s'est opposé constamment aux projets immobiliers de Rafic Hariri. Après le retrait syrien<sup>6</sup>, le successeur de Rafic Hariri, Fouad Siniora<sup>7</sup>, réussit à nommer un nouveau gouverneur (l'ancien étant devenu ministre) plus favorable aux intérêts de la famille Hariri, ce qui leur a permis de reprendre leurs projets immobiliers en dépit des troubles politiques que connaissait le pays. Le retour des investissements immobiliers depuis 2005 (BOUDISSEAU G., mars 2008) est sans doute plus lié au contrôle total de l'exécutif municipal par le clan Hariri qu'à la confiance dans l'économie libanaise. Ce

---

<sup>3</sup> Le pacte national consacre la naissance du Liban indépendant. Il exprime un consensus entre les nouvelles élites dirigeantes maronites et sunnites essentiellement. Les chrétiens renoncent à la protection d'une puissance étrangère occidentale (la France en l'occurrence) et les musulmans en contrepartie reconnaissent l'existence du Grand Liban indépendant et renoncent au rattachement du Liban à une entité syrienne ou arabe.

<sup>4</sup> Le Chouf est une région du Mont Liban au peuplement mixte druze et chrétien. Durant la guerre de la montagne en 1982, les druzes du Parti Socialiste Progressiste de Walid Joumblatt chassèrent les chrétiens.

<sup>5</sup> En 2004, le mandat présidentiel d'Emile Lahoud prolongé de trois ans par la chambre des députés sous l'influence de la Syrie qui ne souhaitait pas voir élire un Président favorable à Rafic Hariri. Cette prolongation entraîna la résolution 1551 de l'ONU demandant le retrait des troupes étrangères du Liban et le désarmement des milices.

<sup>6</sup> A la suite de l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février, la Syrie accusée d'être impliquée dans l'attentat fut contrainte de retirer ses troupes du Liban.

<sup>7</sup> Les élections législatives de juin 2005 donnèrent une majorité au courant du futur (le parti de la famille Hariri) et à leurs alliés « anti syriens ».

contrôle politique assure à la famille Hariri le bénéfice des services urbains délégués à des sociétés privées par les municipalités. Ainsi la société Sukleen, propriété de la famille Hariri à travers un homme de paille, a-t-elle obtenu le marché du ramassage des ordures de Beyrouth pour un tarif prohibitif : 100\$ par tonne alors que dans les municipalités de banlieue elle ne touche que 25\$ par tonne. Pour éviter les défauts de paiement de la part des municipalités, la société Sukleen a obtenu, par une décision du conseil des ministres, d'être payée directement par la « Caisse des municipalités ». Cette institution est dépendante du ministère de l'intérieur, elle collecte une partie des impôts nationaux destinés aux municipalités (octroi du port, taxe sur l'électricité ...) dans le but de financer les infrastructures et de payer Sukleen. De notoriété publique les profits dégagés par Sukleen (60 millions de \$ par an) servent à financer les campagnes électorales beyrouthines du « Mouvement du futur », le parti politique de la famille Hariri.

L'agglomération de Beyrouth (2 millions d'habitants) ne possède aucun organe exécutif ou simplement de coordination. Le muhafez de Beyrouth ne possède pas cette prérogative puisqu'il ne gouverne que la municipalité de Beyrouth (400 000 habitants). L'essentiel de l'agglomération se trouve donc dans le *muhafaza* du Mont Liban (l'ancien *Mutassarifat* autonome de l'époque ottomane<sup>8</sup>). Aucune tentative de créer un « conseil d'agglomération » n'a jamais été effectuée car les oppositions politiques entre la banlieue sud chiite tenue par le Hezbollah et Amal, la ville de Beyrouth à majorité sunnite, fief du mouvement du futur de la famille Hariri, et les banlieues chrétiennes de l'Est sont irréductibles. La banlieue sud possède une certaine unité de gestion grâce au Hezbollah (HAMZEH Ahmad Nizar, 2004) mais il ne peut suppléer pour les travaux lourds à l'Etat. Les banlieues est sont déchirées entre les divers partis chrétiens (Forces Libanaises<sup>9</sup>, Courant Patriotique Libre<sup>10</sup>, phalangistes<sup>11</sup>, potentats locaux tels Michel Mur<sup>12</sup>...). Il n'existe aucune gestion globale de l'agglomération, ce qui explique en partie les difficultés de circulation, d'alimentation en eau et en électricité. Mais surtout le flou institutionnel offre aux promoteurs immobiliers des opportunités d'investissements qu'ils n'auraient pas face à un conseil d'agglomération, peut être tout aussi peu soucieux d'urbanisme que les municipalités, mais où tous les partis politiques seraient représentés et pourraient donc s'opposer, ou tout du moins dénoncer les dérives en matière de gestion du foncier.

### 3 – L'enjeu foncier à Beyrouth :

La ville de Beyrouth est gérée dans l'intérêt financier de la famille Hariri. Les permis de construire dans les zones sunnites et proches de la mer sont systématiquement bloqués par la municipalité dans le cas où il n'est pas un associé de la famille Hariri. Lorsque les Haririens veulent dépasser les règles d'urbanisme : immeuble très élevé ... ils bénéficient de dérogations.

Le symbole de la main mise d'Hariri sur la ville de Beyrouth est la société Solidere, société privée chargée de la reconstruction et de l'exploitation du centre ville entièrement détruit par la guerre. Cette société créée en 1992 a obtenu la concession du centre pour 25 ans, portée en 2007 par le conseil des ministres à 100 ans. A travers plusieurs hommes de paille, Rafic Hariri possédait la majorité des parts de la société. Les propriétaires des immeubles détruits et des terrains furent expropriés dans des conditions douteuses au regard du droit et indemnisés sous la forme d'actions de la société Solidere. Le cours des actions fut manipulé régulièrement afin que les petits porteurs pris de panique cèdent leurs actions lorsqu'elles étaient au plus bas, si bien que Rafic Hariri renforça son poids dans la société au fil des années.

La vente et la location des immeubles reconstruits par la société Solidaire rapportent d'énormes bénéfices car le coût de la construction est peu élevé en raison de l'appel à une main d'œuvre syrienne sous-payée, le terrain est quasiment gratuit et tous les moyens furent bon pour inciter les sociétés et les commerçants à s'installer dans le centre ville. Tout d'abord le centre ville est parfaitement desservi par un réseau d'autoroutes urbaines surimposé sur le tissu urbain existant, ou traversant la ville grâce à des tunnels. Le centre-ville n'est qu'à 15mn de l'aéroport et 5 mn du bord de

<sup>8</sup> Après le massacre des chrétiens en 1860, les puissances occidentales exigèrent des Ottomans la création d'une entité autonome dans le Mont Liban destinée à protéger les populations chrétiennes.

<sup>9</sup> Les FL sont un parti extrémiste chrétien provenant d'une scission du Parti phalangiste dans les années 1980. Les FL sont dirigées par Samir Geagea.

<sup>10</sup> Le CPL est le parti de Michel Aoun, en majorité chrétien. Michel Aoun s'est opposé aux FL durant la guerre civile libanaise.

<sup>11</sup> Le Parti Phalangiste fut fondé par Pierre Gemayel dans les années 1930 sur le modèle des Phalanges espagnoles. Le parti est aujourd'hui très minoritaire dans le camp chrétien. Amin Gemayel n'a pas réussi à conserver le siège de député tenu par la famille dans son fief du Meten en 2007.

<sup>12</sup> Michel Mur fut longtemps ministre de l'intérieur sous divers gouvernements, il règne en maître sur une partie des banlieues nord de Beyrouth dans le Meten.

mer (« la corniche »), au centre des principaux axes qui permettent de quitter Beyrouth sans passer des heures dans les embouteillages. Les quartiers commerçants traditionnels : la rue Hamra, Achrafieh furent volontairement laissés à l'abandon pour pousser les propriétaires à migrer vers le centre. Les principales sociétés étrangères comprirent vite qu'il était préférable d'avoir ses bureaux au centre ville si elle voulait avoir des facilités avec l'administration libanaise. Enfin, le centre ville de Beyrouth permet également aux sociétés étrangères de détourner une partie de leurs bénéfices : les transferts financiers officiellement destinés à soutenir une boutique dans le centre de Beyrouth sont en fait recyclés dans les banques libanaises qui les investissent sur les marchés financiers internationaux.

Le premier ministre libanais a fait payer par des fonds publics les infrastructures : autoroutes, aéroport surdimensionné, réseau d'égout ... qui servent à valoriser les entreprises immobilières qui lui appartiennent. L'utilisation du pouvoir politique et des deniers de l'Etat à des fins privées ne s'arrête pas au seul centre ville mais à l'ensemble de la municipalité de Beyrouth, que la famille Hariri contrôle par l'intermédiaire du conseil municipal et des diverses administrations en charge de l'aménagement urbain (Direction de l'urbanisme, Conseil du Développement et de la Reconstruction ...). Les permis de construire sont délivrés aux proches de Hariri, le premier ministre a un droit informel de préemption sur les terrains qui l'intéressent, en particulier le bord de mer où s'élèvent des barres d'immeubles contenant des appartements luxueux destinés à une clientèle de riches saoudiens ou libanais de l'émigration. Le modèle résidentiel de Solidère séduit nombre de Libanais car les services urbains dans le reste de la ville sont défectueux. Pour doper les ventes d'appartements dans le centre ville il suffit de laisser se dégrader la distribution d'eau et d'électricité, cela suscite une demande pour les *Gated communities* équipées de leurs propres réseaux.

Un nouveau quartier résidentiel devait voir le jour au sud de Beyrouth entre le golf et la mer : le projet Elyssar. Les terrains sont occupés par des habitants illégaux, des populations chiites venues du sud Liban fuyant l'occupation israélienne. Pour obtenir le départ des habitants Rafic Hariri a commencé par séparer le quartier bordant la mer : « Ouzai », du reste de la banlieue grâce à l'autoroute Beyrouth – aéroport – Saïda. Puis une deuxième autoroute parallèle à la première fut mise en chantier pour détruire le centre commerçant du quartier. Les habitants refusèrent d'être expropriés et se rangèrent derrière le Hezbollah pour empêcher les bulldozers d'entrer en action. Au sud et au nord du quartier d'Ouzai l'autoroute est terminée, le Premier Ministre attendait que la situation politique lui fût plus favorable pour finir l'ouvrage. Si la première autoroute était en partie motivée par l'intérêt public en revanche la seconde n'avait pour but que de contribuer à l'expulsion des habitants du quartier d'Ouzai et de récupérer les terrains en bord de mer pour construire des immeubles de luxe dans le prolongement de ceux qui existent face à la plage de Beyrouth. Dans le cas où cette autoroute avait été véritablement indispensable au désengorgement de la capitale libanaise il était possible de la surélever comme c'est le cas pour l'autoroute qui traverse le quartier arménien de Borj Hamoud à Beyrouth Est. Le Premier Ministre ne souhaitait pas s'alliéner les arméniens qui défendaient l'unité de leur quartier (KHAYAT Tristan, 2001). Mais surtout, le quartier de Borj Hamoud ne présentait aucun intérêt immobilier pour l'homme d'affaire Rafic Hariri, qui n'eut pas de mal à faire financer par l'Etat libanais le surcoût des travaux, d'autant plus qu'ils étaient réalisés par des sociétés lui appartenant. Le territoire de Beyrouth est convoité par les promoteurs immobiliers pour saisir les opportunités d'investissements de la diaspora libanaise et des arabes du Golfe. Il est vrai que Beyrouth est une ville exceptionnelle au Moyen Orient pour la relative liberté des mœurs et l'ambiance festive qui y règne. Les libanais souhaitent acquérir un bien immobilier pour conserver un lien avec leur pays, pour entretenir l'identité libanaise de leurs enfants. Leurs moyens financiers sont sans commune mesure avec ceux de la majorité des Libanais demeurés sur place, appauvris par la guerre civile et l'entrée brutale du Liban dans la mondialisation qui a suivi. La guerre avait relativement protégé la population beyrouthine de la spéculation immobilière et des ajustements structurels. Le retour de la paix fut paradoxalement une catastrophe économique pour beaucoup de gens, en particulier du fait des caractéristiques de la politique de reconstruction.

#### **4 – Un terreau favorable aux luttes géopolitiques.**

« Pro-syriens » et « anti-syriens » voilà comment la plupart des médias occidentaux caricaturent le conflit politique actuel au Liban. Les Syriens veulent contrôler de nouveau le Liban et pour cela ils instrumentalisent les Libanais, en particulier leur allié de toujours le Hezbollah. Sur les chaînes de télévision occidentales, face à des islamistes barbus vociférant en arabe, on nous présente des hommes politiques respectables, parfaitement francophones et anglophones, rasés de près qui se posent en rempart de la démocratie et de la modernité. Certes il est difficile de comprendre le Liban et de l'expliquer en quelques minutes à des téléspectateurs, mais il semble que le manichéisme soit de

rigueur. La coalition au pouvoir regroupe trois principaux partis: le Mouvement du Futur, de Saad Hariri, le Parti Socialiste Progressiste, du chef Druze Walid Joumblat (les Druzes sont environ 5% de la population libanaise), et les Forces Libanaises, de l'ancien milicien chrétien Samir Geagea. L'élément essentiel est le Mouvement du Futur, composé essentiellement de Sunnites (entre 25 et 30% de la population libanaise), car les deux autres partis ne représentent qu'une petite fraction de la population libanaise. Cette coalition se nomme "Le 14 mars" par référence à la manifestation géante qui eut lieu en 2005 pour réclamer le retrait des troupes syriennes du Liban. Mais avant d'être anti-syriens que faisaient donc ces leaders adulés par les chancelleries occidentales?

Walid Joumblatt fut l'allié indéfectible des Syriens durant toute la guerre civile libanaise et jusqu'à l'automne 2004, date à laquelle il se serait rendu compte de son erreur pour devenir le chantre de l'opposition anti-syrienne. Samir Geagea était en prison depuis 1994, officiellement pour avoir été le commanditaire d'un attentat contre une église, officieusement parce qu'il s'opposait à la mainmise syrienne sur le Liban; on peut donc lui accorder un certain courage et une honnêteté politique si l'on fait abstraction des massacres commis par sa milice durant la guerre civile. Quant à Saad Hariri, qui se pose en continuateur de l'œuvre de son père, on oublie un peu vite que ce dernier fut premier ministre du Liban, et donc chef de l'exécutif, durant quasiment toute la période de l'occupation syrienne du Liban après la guerre civile. Il fut porté au pouvoir par la Syrie et gouverna le Liban avec son appui jusqu'à ce qu'il décide de se séparer de son protecteur.

Les "pro-syriens", pour reprendre la terminologie officielle des chaînes d'information, se résument au Hezbollah et à ses alliés: le Mouvement Amal (chiite), le Courant Patriotique Libre, du général Michel Aoun (laïc mais essentiellement composé de chrétiens), des Nassériens, des Communistes et des opposants dans toutes les communautés aux partis et familles de notables qui se sont rangés derrière le "Mouvement du futur" de Saad Hariri. Le Hezbollah n'a participé au gouvernement libanais qu'à partir de 2005. Durant toute la période d'occupation syrienne, il était en retrait ou en opposition face au gouvernement dirigé par Rafic Hariri. Le Courant Patriotique Libre, du général Aoun, représente la majorité des chrétiens du Liban (30 à 35% de la population), notamment les plus violemment anti-syriens d'entre eux.

Au Liban les alliances électorales sont stratégiques et non idéologiques. Les intérêts personnels des familles dirigeantes, les ambitions présidentielles et l'appât du gain composent et recomposent les coalitions. Néanmoins, depuis le retrait des troupes syriennes du Liban, le politique reprend timidement ses droits. Ce que nous voyons dans les manifestations de l'opposition "pro-syrienne", ce sont des gens de toutes les confessions, plutôt de milieux modestes, qui se rassemblent pour demander un État de droit. Cette situation engendre des conflits politiques qui se greffent sur des clivages communautaires et qui sont récupérés par la géopolitique régionale : Syrie, Iran et Israël, Arabie Saoudite, USA de l'autre côté. Chaque communauté au Liban tente de s'appuyer sur une puissance extérieure pour s'imposer sur la scène nationale : argent et armement aujourd'hui coulent à flots au Liban, à mesure que les tensions montent.

L'occupation du centre ville de Beyrouth depuis l'automne 2006 est symbolique d'un réinvestissement des exclus du centre, qui était traditionnellement un endroit de mixité communautaire et surtout sociale, avant qu'il ne soit confisqué par le Premier Ministre Rafic Hariri pour les riches touristes arabes et les classes aisées libanaises. En installant un campement au centre ville, sur la concession de Solidère, l'opposition libanaise entend protester contre la spoliation du domaine public. Il s'agit aussi de décourager les investissements dans le centre ville en gênant l'activité économique. Le déploiement des forces militaires, les restrictions à la circulation et la vue du campement découragent la plupart des habitués et des touristes de s'y rendre. Les commerces et les restaurants ferment leurs portes et reportent leur activité sur les quartiers périphériques : Hamra<sup>13</sup>, Gemayzeh<sup>14</sup> et la place Sassine<sup>15</sup>. Face à cette hémorragie le gouvernement de Fouad Siniora a décrété une exemption fiscale pour ceux qui maintiennent leur activité au centre ville. La stratégie de l'opposition commence à porter ses fruits puisque les capitaux du Golfe se retirent progressivement du Liban, malgré les nouvelles rassurantes du directeur de la Banque centrale.

## Conclusion

<sup>13</sup> Hamra est le quartier commerçant de Beyrouth Ouest, la partie désormais musulmane de la ville.

<sup>14</sup> Gemayzeh est l'ancien quartier du port. Le développement des activités ludiques (bars, restaurants, boîte de nuit ...) s'apparente à une revanche de la société civile libanaise face à Solidère. Pour beaucoup de Libanais se rendre à Gemayzeh plutôt qu'au centre ville est aussi un geste politique.

<sup>15</sup> Au cœur du quartier chrétien d'Achrafyeh, la place Sassine est aussi le lieu des confrontations entre Aounistes et Forces Libanaises.

A l'échelle de l'agglomération de Beyrouth une véritable lutte pour le territoire s'est engagée. La mondialisation génère une spéculation foncière qui aboutit à l'expulsion des populations pauvres et des classes moyennes du centre ville. Elle menace même leur existence dans des quartiers périphériques disposant d'aménités géographique : littoral, collines ... Certes, les mesures d'expulsion concernent en majorité des zones d'habitat illégal, mais on peut s'interroger dans le contexte libanais- et plus généralement dans les pays du Sud - sur le concept même de légalité. Le « crony capitalism » (le capitalisme des copains)<sup>16</sup> qui se développe au Liban produit une légalité à deux vitesses, qui fonctionne comme une toile d'araignée : elle laisse passer les gros et arrête les petits.

Les conflits territoriaux trouvent leur expression dans l'opposition politique entre d'un côté les partisans du Hezbollah et du Courant Patriotique Libre de Michel Aoun, et de l'autre ceux du Courant du Futur de Saad Hariri, du Parti Socialiste Progressiste de Walid Joumblatt et des Forces Libanaises de Samir Geagea. Elle exprime un clivage entre les partisans d'un Etat fort assurant une protection face aux conséquences de la mondialisation de l'économie, par opposition aux partisans d'un Etat faible : les féodaux et les hommes d'affaires. A l'échelle régionale ils rentrent dans une opposition plus vaste et plus dangereuse entre les USA et l'Iran, une opposition qui peut s'analyser aussi par référence à la mondialisation de l'économie dont les USA sont les instigateurs. Le modèle politique, économique et social de l'Iran et de la Syrie n'est pas compatible avec le libéralisme véhiculé par la mondialisation.

## Bibliographie

BALANCHE Fabrice : « Syrie-Liban : intégration régionale ou dilution ? », *Mappemonde*, septembre-octobre 2005. <http://www.mappemonde.mgm.fr/num7/art05306.html>

BALANCHE Fabrice : « La prise en compte du facteur communautaire dans l'analyse de l'espace syrien », *Géographie et Culture*, mai 2005.

BOUDISSEAU Guillaume, « Immobilier : En période de crise les gens investissent », *Le commerce du Levant* mars 2008

BOURGEY André, *Industrialisation et changements sociaux dans l'Orient arabe*, CERMOC, Beyrouth, 1982, 433 p.

CORM Georges, *Le Liban contemporain*, Paris, 2003, 318 p.

FAVIER Agnès, *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, CERMOC, Beyrouth, 2001, 438 p.

HAMZEH Ahmad Nizar, *In the path of Hizullah*, Syracuse University Press, New York, 2004, 196 p.

KASPARIAN Choghig, *L'entrée des jeunes libanais dans la vie active et l'émigration*, USJ, Beyrouth, 2003.

KHAYAT Tristan, *La route de la discorde : construction du territoire municipal et aménagement métropolitain à Borj Hammoud*, in FAVIER Agnès, *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, CERMOC, Beyrouth, 2001, 438 p.

MILBERT Isabelle : *Mondialisation, gouvernance et développement*, in CADENE Philippe : *La mondialisation : l'intégration des pays en développement*, Paris, 2007 pp. 43-54.

---

<sup>16</sup> Le « capitalisme des copains » désigne un système où la collusion entre les hommes politiques et les hommes d'affaires est générale. Au Liban nous atteignons sans doute le paroxysme.

